

6 mars 2006 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les relations franco-saoudiennes, la question du nucléaire en Iran, la situation dans les territoires palestiniens, le conflit irakien et sur le dossier libanais, à Riyad le 6 mars 2006.

LE PRESIDENT - Mesdames, Messieurs, je voudrais d'abord saluer et remercier les autorités saoudiennes qui nous ont permis d'organiser, dans les meilleures conditions, ce point de presse. Je voudrais saluer et remercier les représentants de la presse arabe et les représentants de la presse française qui, une fois de plus, ont bien du mérite à assumer les problèmes que pose toujours aux journalistes, un voyage officiel. Je salue également les membres du gouvernement et les parlementaires ici présents. Cette visite s'inscrit dans une série de visites que j'ai eu le privilège de faire en Arabie saoudite, d'abord en 1996, puis en 2001 et également en août 2005, à l'occasion des condoléances que je suis venu adresser aux autorités et au peuple saoudien, à la suite du décès du roi FAHD. Elle s'inscrit dans une longue série de contacts confiants et amicaux entre la France et l'Arabie saoudite qui avaient été initiés en particulier par la visite du roi FAYÇAL, en 1967, en France. Alors, quelques réflexions rapides avant de répondre à vos éventuelles questions. D'abord, j'ai tenu, par ma présence, à apporter mon soutien aux efforts importants de réformes que le Roi a engagées dans le cadre, notamment, du "dialogue national" et qui, dans le respect des exigences de la culture saoudienne, orientent ce pays vers la modernisation, tant sur le plan économique que sur le plan social et politique. J'en veux pour témoignage les pas qui sont faits dans une direction qu'a voulue le Roi, notamment, dans le domaine des élections municipales ou encore dans les compétences et la représentativité du Majliss. C'est, vous le savez, une très ancienne tradition du monde arabe : la tradition de consultation est un élément essentiel du consensus et cette tradition a été officiellement mise en oeuvre par le prophète mais elle était déjà un élément de la culture arabe antérieure. C'est ce qu'incarne aujourd'hui le Majliss devant lequel j'ai eu le privilège de m'adresser hier. J'étais particulièrement heureux de le faire, j'en ai gardé un très bon souvenir. Cela m'a permis d'indiquer les principes sur lesquels reposaient l'accord qui existe entre la France et l'Arabie saoudite. Nous avons évoqué les problèmes de coopération économique entre nos deux pays. Cette coopération est importante, traditionnelle. Elle tient à la vitalité économique du Royaume qui a engagé un effort exceptionnel, de grands investissements publics, pour permettre de répondre aux exigences de son évolution économique, sociologique et démographique. Mais elle est aussi conforme à sa vocation sur le plan international, à ses responsabilités sur le plan international. Les réformes étaient notamment justifiées ou nécessaires en raison de l'adhésion de l'Arabie saoudite à l'OMC, adhésion pour laquelle la France avait d'ailleurs milité en son temps. Nous avons évoqué les problèmes de défense et de sécurité. Pour ce qui concerne notamment le renforcement de notre coopération en matière de défense et de sécurité, coopération qui est déjà très importante et qui est destinée à se développer encore. Et pour aussi examiner tout ce qui peut et doit être fait dans le domaine de la lutte contre le terrorisme que le Royaume mène avec beaucoup de détermination. Nous avons également évoqué nos échanges culturels. Vous savez que la France fait un effort pour mettre en valeur l'art islamique de ses collections qui sont importantes et nombreuses. Une superbe exposition à laquelle sa Majesté le Roi avait bien voulu

participer, l'année dernière, a eu lieu au Louvre. Cette année, sous l'impulsion du musée de Riyad et du musée du Louvre, notamment grâce à l'action dynamique de M. Henri LOYRETTE, une exposition que certains d'entre vous ont déjà pu visiter, a lieu au musée de Riyad sur l'art islamique. Nous préparons une nouvelle exposition que nous espérons pouvoir faire en 2007 sur l'ensemble de l'art et de la civilisation saoudienne. Nous avons évoqué avec Sa Majesté, au cours des entretiens en tête-à-tête que nous avons eus assez longuement hier soir, les différents dossiers internationaux qui sont, notamment sur le plan régional, préoccupants. Nous avons parlé de l'Iran, nous avons parlé de la Syrie et du Liban, nous avons parlé de l'Irak, nous avons parlé de la Palestine et de la sécurité de cet ensemble régional. Voilà, en gros, le résumé de ce que nous avons évoqué avec les autorités saoudiennes et le Roi. Je suis tout prêt à vous en dire davantage si des questions me sont posées.

QUESTION - Monsieur le Président, n'est-on pas arrivé aujourd'hui à un point de rupture avec un régime iranien qui veut la destruction d'Israël - il l'a dit ouvertement - qui soutient plusieurs organisations terroristes, qui tient un double voire un triple langage concernant son programme nucléaire, et défie en permanence la communauté internationale ? Le temps des sanctions onusiennes n'est-il pas venu ?

LE PRESIDENT - Tout en nuance ! Nous sommes naturellement préoccupés. Quand je dis nous, c'est l'ensemble de la communauté internationale et notamment l'Arabie saoudite et la France, par la situation en Iran. Nous avons escompté que les efforts engagés par les trois Européens, Grande-Bretagne, Allemagne et France, pouvaient convaincre les Iraniens, dont personne ne conteste le droit à développer leur nucléaire civil, de respecter leurs engagements et de respecter les règles de non-prolifération. Nous avons été, dans l'état actuel des choses, avec l'ensemble de la communauté internationale, déçus par les réactions de l'Iran, mais pas pour autant découragés. L'Iran est une grande et vieille civilisation. Il convient de la mettre en face de ses responsabilités et de la convaincre. Pour cela, il est essentiel que le consensus international soit respecté et notamment au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies. D'où les efforts que nous faisons actuellement pour accompagner ceux de M. EL BARADEI et de l'AIEA dont nous avons pris connaissance avec beaucoup d'intérêt et dont nous soutenons les conclusions de son rapport. Nous ne baissons pas les bras, nous poursuivons un effort consensuel, sur le plan international, pour convaincre les Iraniens qu'ils peuvent parfaitement respecter leurs engagements initiaux et les règles de non-prolifération qui sont exigées par la communauté internationale, tout en ayant un accès légitime et normal à la technologie nucléaire civile, c'est-à-dire à l'électronucléaire.

QUESTION - Monsieur le Président, vous demandez constamment aux Palestiniens et au Hamas de renoncer à la violence. Pourquoi la même question n'est-elle pas posée à Israël ? Pourquoi ne demandez-vous pas la même chose à Israël ? C'est Israël et notamment, depuis le début des élections législatives palestiniennes, qui a pris l'initiative de la violence. Israël a tué près de soixante-douze Palestiniens depuis le début de ces élections. Avez-vous l'intention de traiter avec le gouvernement palestinien élu ?

LE PRESIDENT - La réalité historique est ce qu'elle est. Le Hamas a été inscrit sur la liste des organisations terroristes. Le Hamas n'a jamais contesté le fait qu'il avait vocation à faire des actions violentes et de nature terroriste. Le Hamas a été majoritaire aux élections, à des élections incontestables et qui n'ont pas été contestées. C'est la volonté du peuple palestinien et donc, elle n'a pas à être discutée elle doit être respectée. Ces deux observations conduisent à demander à un gouvernement établi par le Hamas, conformément aux usages démocratiques, de respecter les règles de droit qui s'imposent dans le monde. C'est-à-dire de renoncer officiellement à la violence. C'est une question de principe : on ne peut reconnaître un gouvernement qui ferait de la violence un instrument de son action. Dans le même esprit, on doit lui demander de reconnaître l'Etat d'Israël. C'est une situation de fait, qui doit être et qui ne peut pas être contestée et qui ne l'est pas, sur le plan international, par personne. Et troisièmement, de reconnaître les accords qui ont été passés entre l'organisation palestinienne et Israël, un certain nombre d'accords depuis les accords d'Oslo. Alors je souhaite, pour ma part, que la discussion avec le Hamas qui est engagée par un certain nombre de parties puissent aboutir à ce résultat positif. Pour dire la vérité, je n'en

doute pas. Le Hamas doit maintenant assumer les responsabilités de la démocratie qu'il a souhaitées, cette démocratie qu'il a reconnue. Dans ce contexte, nous avons approuvé les différentes initiatives qui ont été prises par certains pays pour convaincre le Hamas d'accepter la situation que, par ailleurs, il a souhaitée et voulue et d'en tirer les conséquences. Je sais bien que certains ont envisagé des sanctions. Je suis, pour ma part, hostile aux sanctions en général et, en particulier, dans ce cas là, car je ne vois pas pourquoi on prendrait des sanctions dont la conséquence serait supportée, en réalité, essentiellement par le peuple palestinien. Je suis favorable à toute initiative qui permette de normaliser la situation, dans un objectif de paix et d'existence de deux États indépendants et qui se respectent.

QUESTION - Le dossier libanais a été présent dans vos discussions avec le Roi ABDALLAH. Est-ce que vous partagez les mêmes analyses, est-ce que la France et l'Arabie saoudite partagent les mêmes analyses concernant le dossier libanais et pour sortir de la crise ?

LE PRESIDENT - Je n'ai pas vocation à parler au nom du Roi, mais je ne crois pas trahir la vérité en disant que nous partageons la même analyse et les mêmes objectifs. Nous souhaitons d'abord et avant tout le calme et la stabilité dans cette région. Nous souhaitons aussi que le gouvernement libanais, représentant une majorité qui s'est dégagée au moment des élections, puisse faire les réformes qui s'imposent indiscutablement sur le plan économique, comme sur le plan social. Et ceci dans un contexte de sécurité, c'est-à-dire sans ingérence extérieure et dans une sécurité respectée. Nous sommes donc et nous avons toujours été favorables à un Liban indépendant, souverain, ayant naturellement avec son voisin des relations amicales mais maître de son destin et avec des institutions lui permettant de faire les réformes qui s'imposent de façon impérative pour le peuple libanais.

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez parlé du dialogue des civilisations, le discours dans les médias a tendance à parler du contraire, c'est-à-dire du conflit entre les civilisations. Pouvez-vous nous donner un commentaire sur la question et notamment sur ce qui se passe en Iraq ?

LE PRESIDENT - Les hommes sont ainsi faits qu'ils sont enclins à se disputer. C'est d'ailleurs ce qui explique toutes les catastrophes qu'ils ont dû assumer et notamment les guerres. L'expérience prouve que rien n'est résolu par la force. Il y a, dans un certain nombre de civilisations anciennes, de fortes cultures et tout doit être fait pour faciliter le dialogue et non pas l'opposition. Tout. Parce que l'opposition est absurde, elle provoque le désordre et généralement le terrorisme et le contre-terrorisme. Tout ceci est très préjudiciable à l'épanouissement d'une société harmonieuse. C'est la raison pour laquelle, la France a toujours été favorable au dialogue des cultures, au dialogue des civilisations. Et nous avons toujours condamné ce que certains appellent le "choc des civilisations", et ce que moi, j'appelle le "choc des ignorances". Alors, nous ne changerons certainement pas de ligne et, pour prendre un exemple, je me réjouis du renforcement très important des relations culturelles et artistiques entre le monde arabe en général, et l'Arabie saoudite en particulier, et le monde occidental en général et la France en particulier que j'évoquais tout à l'heure, en parlant d'une promotion en commun, d'une meilleure connaissance de l'art islamique. C'est un élément du dialogue des cultures, un élément parmi d'autres, naturellement.

QUESTION - Vous avez été accompagné de plus de 150 hommes d'affaires français, pouvez-vous nous donner une idée sur les résultats auxquels vous être parvenus, au cours de cette visite ?

LE PRESIDENT - Tout d'abord, le fait qu'un nombre important de chefs d'entreprise français m'ont accompagné, un nombre beaucoup plus important qu'il n'était d'usage, dans le passé, montre bien l'importance capitale que la communauté d'affaires française porte à l'Arabie saoudite et aux efforts d'investissements, de modernisation, d'adaptation à son temps, qui sont engagés avec beaucoup de vigueur et d'intelligence par les autorités saoudiennes, sous l'impulsion du Roi. Je me réjouis qu'à ce titre, des contacts approfondis aient pu être liés entre les hommes d'affaires français et leurs homologues saoudiens, que j'ai eu le privilège, d'ailleurs, de rencontrer, hier, auxquels je me suis adressé, dans le cadre, notamment, de l'effort des Chambres de commerce et d'industrie d'Arabie saoudite et de France. Alors, sur les résultats de ces contacts, c'est aux hommes d'affaires qu'il faut poser la question. Ce que je sais, c'est qu'ils ont été bien reçus, qu'ils ont été entendus et que des discussions utiles pour l'avenir se sont

ont été bien reçus, qu'ils ont été entendus et que des discussions utiles pour l'avenir se sont développées. Cela, j'en suis certain, parce qu'ils me l'ont dit.

QUESTION - Monsieur le Président, il est incontestable que l'Iran doive se plier aux décisions du Conseil de sécurité, mais nous savons qu'il n'est pas le seul à posséder la technique de l'arme nucléaire. Nous tenons à ce que toute la région en soit débarrassée. Deuxièmement, au Conseil de sécurité, n'est-il pas grand temps qu'aux Nations Unies les sièges permanents soient modifiés ? Troisièmement, les intérêts de la France et ceux de la région étaient sur la table de vos discussions avec les responsables saoudiens, qui l'a emporté ?

LE PRESIDENT - Sur ce dernier point, ce n'était pas un duel, ni un combat, c'était une conversation amicale et je dois le dire, avec une grande compréhension réciproque. Donc, il n'y a pas eu de gagnant ou de perdant. On ne peut pas imaginer même qu'entre l'Arabie et la France, en particulier sur les problèmes régionaux et internationaux, il puisse y avoir d'opposition. Il y a, en réalité, une très grande harmonie entre nos deux réflexions. Sur la deuxième question, celle concernant la réforme du Conseil de sécurité, la France est, vous le savez, partisan de cette réforme et milite en faveur de cette réforme, notamment pour avoir de nouveaux membres permanents au Conseil de sécurité et aussi un accroissement du nombre des membres non permanents. Ensuite, il faut naturellement se mettre d'accord sur les noms. Vous savez qu'il y a plusieurs pays qui sont candidats. Jusqu'ici, l'ONU n'a pas encore réussi à régler ce problème, malgré les efforts du Secrétaire général. Nous espérons qu'il se réglera et que certains grands pays émergents pourraient trouver leur place naturelle, soit comme membre permanent, soit comme membre non permanent au Conseil de sécurité. Vous avez, enfin, évoqué l'existence des armes de destruction massive dans la région. Je vous rappelle la dernière déclaration qui a été adoptée par le Conseil de l'AIEA, il y a quelques jours, pour la première fois, indique qu'il est souhaitable que l'ensemble de cette région soit dépourvue d'armes de destruction massive. Je vous laisse le soin de commenter cette affirmation, mais elle est nouvelle. Et cette initiative a été fortement soutenue par la France.

QUESTION - Sur les contrats qui ont un aspect politique, quelles avancées avez-vous eues sur le projet MIKSA et aussi sur la vente des avions Rafale ? Et avez-vous eu l'opportunité de discuter avec vos homologues saoudiens des soucis du G8 sur les marchés du pétrole, par rapport à la transparence et aussi pour une possible augmentation de la production ?

LE PRESIDENT - Pour ce qui concerne le G8, nous sommes tout à fait respectueux des décisions sages qui sont prises par le Royaume, nous n'avons pas de critique à apporter. Pour ce qui concerne certains des contrats importants, vous en avez cité deux et il y en a d'autres, sur lesquels la France a un intérêt particulier, qu'il s'agisse de la protection des frontières, ou qu'il s'agisse de l'armement et notamment de l'armée de l'air, nous en avons discuté et c'est surtout les responsables économiques des entreprises concernées qui en ont discuté ensemble. Je dois vous dire que cela se passe dans un climat excellent, comme toujours entre l'Arabie saoudite et la France. Et je sais que l'Arabie saoudite poursuit activement une étude détaillée des différentes solutions pour ce qui concerne ces problèmes et qu'elle prendra sa décision en fonction de ses intérêts. En tous les cas, la France apporte sa contribution maximum à cette étude et à la prise de décision.

QUESTION - Monsieur le Président, en ce qui concerne les contrats d'armement, est-ce que vous êtes parvenus à un accord pour fournir des avions aux forces aériennes saoudiennes ?

LE PRESIDENT - Je viens de vous répondre que cette affaire est examinée dans son détail et conformément à ses intérêts par les autorités saoudiennes. Nous avons donné tous les éléments d'appréciation et les autorités saoudiennes arrêteront définitivement leur décision lorsqu'elles l'estimeront nécessaire ou possible.

QUESTION - Sur la situation en Iraq, on a l'impression d'une guerre civile, j'aurais aimé avoir votre analyse à ce sujet et sur la sortie de crise. Comment sortir de ce borbier ?

LE PRESIDENT - C'est une question à laquelle la réponse est difficile. Nous sommes inquiets de la situation en Iraq et notamment d'une situation où il y a des risques de plus en plus évident d'affrontement communautaires. Or, nous sommes convaincus que l'unité de l'Iraq est une nécessité pour l'équilibre stratégique de cette région et qu'elle est justifiée par l'histoire et la

nature des populations irakiennes, dans leur diversité, mais affirmant aussi leur unité. Nous sommes donc inquiets et nous espérons que la conférence internationale prévue pourra se tenir. Nous espérons que chacune des catégories de la population pourra, dans les institutions nouvelles, avoir sa juste place et être reconnue pour ce qu'elle est. Nous espérons surtout que l'affrontement communautaire pourra cesser parce qu'il n'y a pas de pire solution.

QUESTION - L'évolution et les événements se multiplient rapidement dans la région, tout le monde attend les résultats de la commission d'enquête concernant l'assassinat du Président Rafic HARIRI. Quelle sera la position de la France si les résultats de cette enquête sont déterminants et clairs ?

LE PRESIDENT - La France a toujours pris une position claire : elle a été favorable à la commission d'enquête, elle a soutenu toutes les résolutions des Nations Unies sur la commission d'enquête et sur la nécessité pour chacun et, notamment pour la Syrie, de s'associer à ce travail, sous l'autorité du juge MEHLIS, hier et du juge BRAMMETZ, aujourd'hui. La France souhaite que toutes les conclusions et toutes les conséquences soient tirées des conclusions de la commission d'enquête et elle souhaite qu'une coopération soit totale. Elle condamne tout ce qui met en cause la coopération avec la commission d'enquête. Voilà notre position. J'ai le sentiment qu'elle est partagée en tous les cas par le Conseil de sécurité qui, dans ses résolutions successives et à l'unanimité, a exigé notamment de la Syrie une complète coopération avec la commission d'enquête.

QUESTION - Je représente la presse française, ici, en Arabie, je vis à Riyad, je vis un certain nombre de choses concrètes et je rencontre également des chefs d'entreprise, des hommes d'affaires. On exhorte les hommes d'affaires, les chefs d'entreprise à venir s'implanter ici, en famille. Mais quand on regarde le site des affaires étrangères, tout rebute les chefs d'entreprise à venir tenter l'aventure professionnelle ici, alors que l'on sait qu'il y a vraiment des capacités, un potentiel énorme. C'est arrivé déjà à des chefs d'entreprise de ne pas pouvoir s'installer parce qu'on leur dit : il y a des problèmes de sécurité. Que pouvez-vous faire pour faciliter l'obtention de visas, mais également ce qui concerne l'implantation de ces chefs d'entreprise qui pourraient venir tenter l'aventure ici, en tous les cas, faciliter leur venue ?

LE PRESIDENT - Notre ambassadeur, qui est ici présent, est tout à fait actif dans ce domaine et je lui fais toute confiance pour mobiliser les énergies, répondre de façon aussi positive que la sécurité le permet aux chefs d'entreprise qui demandent quelque chose et pour avoir les contacts nécessaires avec l'administration saoudienne qui est très ouverte dans tous ces domaines pour permettre à ces chefs d'entreprise de s'installer ici.

QUESTION - Les forces de sécurité saoudiennes ont récemment déjoué une tentative d'attentat qui aurait pu être catastrophique, pouvez-vous faire un commentaire là-dessus ? Ensuite, est-ce que la situation va s'améliorer concernant les étudiants qui se rendent en France pour effectuer des études, et pour les bourses à l'étranger ?

LE PRESIDENT - Sur le deuxième point, je souhaite beaucoup et j'ai évoqué ce problème avec Sa Majesté, que le nombre des étudiants saoudiens qui viennent en France pour faire des études soit sensiblement plus important. D'ailleurs, à la suite de mon intervention auprès du Majliss, son vice-Président, au cours d'un entretien, a également souligné ce problème. Je lui ai dit que les étudiants saoudiens étaient particulièrement brillants et que ceci n'était pas une appréciation de nature diplomatique, mais que c'était une constatation de tous les présidents des universités dans lesquelles il y a des étudiants saoudiens. Par conséquent, l'intérêt de l'Arabie saoudite, mais aussi de la France, c'est d'avoir le plus grand nombre possible d'étudiants saoudiens, venant faire des études, soit dans les universités, soit dans les grandes écoles françaises. Nous sommes donc actifs pour essayer de développer le nombre de ces étudiants qui, je le répète, sont les bienvenus et qui sont, en général, d'excellents étudiants. Pour ce qui concerne la lutte contre le terrorisme, d'abord, je me réjouis du succès enregistré par les autorités saoudiennes récemment, mais cela ne m'étonne pas, car le Roi a pris des positions extrêmement claires et déterminées en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme. Il va de soi que la communauté internationale en général, l'Europe et la France en particulier soutiennent sans réserve la détermination et la politique du Roi et des autorités saoudiennes dans

ce domaine. Je vous remercie.